

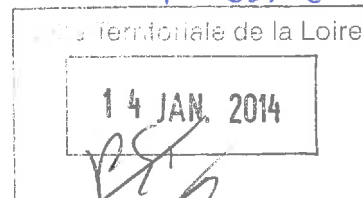


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 15 /DDPP/14
portant modification

S3 014 001 6



La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 513-1 ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

VU l'arrêté d'autorisation du 11 février 2011 réglementant les activités exercées par la Société PURFER sur le territoire de la commune de Montbrison, Z.I. Du Champ de Mars ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 5 novembre 2013 actualisant sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques des installations classées ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 16 décembre 2013, établi au vu des documents transmis par l'exploitant et des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement introduites par décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'acter les modifications de classement suite au décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 susvisé ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er

Le tableau des installations classées figurant à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Libellé de la rubrique (activité)	Désignation des installations/ Volume autorisé	Rubrique de la nomenclature	Régime A, E, DC ou D
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	Surface de 150 m ² Capacité de stockage : 15 véhicules hors d'usage Volume : 3 600 t/an	2712.1b	E
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 1000 m ²	Surface de 1 500 m ² Capacité de stockage : 3 000 tonnes Ferrailles : 33 750 t/an Métaux non ferreux : 1 800 t/an	2713.1	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure à 1 tonne.	2 bennes à batteries Quantité maximale : 38 tonnes	2718.1	A

Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 7 tonnes.	Quantité inférieure à 7 tonnes Une benne de 25 m ³	2710.1b	DC
Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ³ mais inférieure à 300 m ³ .	Volume inférieur à 300 m ³	2710.2b	DC
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ³ mais inférieure à 1 000 m ³ .	150 m ³ volume : 1 200 t/an	2714	D

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3

Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations et Madame le maire de MONTBRISON sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie de MONTBRISON et à la société PURFER .

Fait à Saint-Étienne, le

10 JAN. 2014

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation,
Le Directeur Adjoint

Christian MOSCARDIN

Copie adressée à :

- société PURFER

RD 147

quartier de la gare

69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU

- Madame le maire de MONTBRISON

- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono

- M. le SPM